

Pouvoir d'emprunt

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame le Président, le gouvernement nous demande encore une fois de lui accorder le pouvoir d'emprunter plusieurs milliards de dollars afin de défrayer le coût des programmes gouvernementaux l'année prochaine. Nous sommes contre ce projet de loi sur le pouvoir d'emprunt. Nous voterons contre le bill. Non pas que nous soyons contre le fait d'emprunter. Nous ne sommes pas contre le financement par le déficit budgétaire. Mais nous sommes contre ce bill parce que nous ne discernons aucune intention de la part du gouvernement de s'attaquer aux graves problèmes qui se posent au Canada. Nous sommes en présence d'un gouvernement qui semble tout disposé, d'après les documents budgétaires, à s'accommoder pendant un nombre d'années indéterminé d'un taux de chômage supérieur à 10 p. 100. C'est inacceptable. Le gouvernement ne semble avoir aucun plan d'ensemble mûrement réfléchi en vue de s'attaquer aux principaux problèmes du Canada.

Je voudrais traiter brièvement de certains arguments avancés ce matin par un certain nombre de députés conservateurs. En les écoutant attaquer le gouvernement et dénoncer l'ampleur du déficit, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils s'imaginent, ou qu'ils veulent donner l'impression que le gouvernement du Canada est le seul gouvernement qui est déficitaire, et que ces déficits pourraient être évités d'une manière ou d'une autre.

Il est intéressant d'examiner à ce sujet le dossier des gouvernements provinciaux. Or, force est de constater que tous les gouvernements provinciaux subiront un déficit cette année. Je vais citer quelques chiffres tirés du numéro du 24 janvier 1983 du journal *Globe and Mail*. Le gouvernement de l'Alberta, la province la plus riche du Canada, subira cette année un déficit de 2.3 milliards de dollars. Comment les Albertains régleront-ils leurs problèmes? En faisant payer ceux qui peuvent le moins se le permettre, les malades qui doivent être hospitalisés.

La province de Colombie-Britannique, qui est dirigée par un gouvernement qui se réclame du Crédit social, mais qui, comme nous le savons tous, est en réalité une coalition libéralo-conservatrice, subira un déficit de un milliard de dollars.

Le Nouveau-Brunswick prévoit un déficit de 250 millions de dollars.

La Nouvelle-Écosse subira un déficit de 170 millions.

L'Ontario aura un déficit de 2.2 milliards.

La Saskatchewan, qui est dirigée par un nouveau gouvernement conservateur, subira un déficit de 220 millions, chiffre probablement supérieur aux déficits enregistrés durant tout le règne du gouvernement néo-démocrate dirigé par M. Blakey.

Je pose la question suivante aux députés: quel serait le déficit de ces gouvernements provinciaux si le coût de nombreux programmes, comme l'assurance-maladie, l'assurance-hospitalisation, l'enseignement postsecondaire, le régime d'assistance publique du Canada, et ainsi de suite, n'était pas partagé avec le gouvernement fédéral? Toutes les provinces subiraient un déficit plus important si le gouvernement fédéral ne participait pas au financement de ces programmes. Les déficits ne sont pas causés par le gaspillage gouvernemental, même s'il y a évidemment du gaspillage dans tout gouvernement, comme d'ailleurs dans toute grande institution, qu'elle soit publique ou privée.

• (1510)

Les déficits sont la conséquence de cette récession majeure. Le seul moyen de les éliminer serait de sabrer dans les programmes sociaux, comme le président Reagan l'a fait aux États-Unis. Je signale à mes amis conservateurs que pendant son mandat de quatre ans, M. Reagan aura probablement augmenté le déficit américain de un ou deux milliards de dollars. Et pourtant, le président était fermement opposé à la théorie du déficit systématique. Je constate qu'aucun candidat à la direction du parti conservateur ne propose de réduction majeure dans le financement de nos programmes sociaux.

Cependant, je tiens à expliquer rapidement pourquoi je ne voterai pas en faveur de ce projet de loi. Je trouve que le gouvernement donne une couleur politique à ses dépenses et qu'il gaspille son argent. Je prends pour exemple la ville que je représente, Winnipeg, dont le centre-ville périclité depuis longtemps. Il a perdu le tiers de sa population. Les commerces, aussi bien les grands magasins comme Eaton et La Baie que les petits détaillants, sont mal en point. Un grand nombre sont au bord de la faillite. Le cœur de Winnipeg ne pourra pas renaître à moins d'un solide plan directeur.

Les trois niveaux de gouvernement se sont engagés à dépenser 32 millions de dollars pour revitaliser le centre-ville. Bien entendu, en vertu de nombreux autres programmes du MEER, du ministère des Transports et du ministère de l'Emploi, le gouvernement dispose pour Winnipeg de dizaine de millions de dollars qui pourraient servir à revitaliser le centre-ville. On sait depuis des années qu'on n'y parviendra pas sans un plan de réaménagement du centre-ville et sans construire un grand nombre de logements près de l'ancien quartier des affaires jadis florissant à Winnipeg. Le centre-ville attire encore beaucoup de monde durant le jour. Dès 8 heures du matin et jusqu'à 17 h 30, il s'y trouve beaucoup d'employés qui ont une heure ou une heure et demie pour le déjeuner—ce n'est pas assez pour donner la vie au secteur.

Il faut un plan de réaménagement bien conçu prévoyant un grand nombre de logements, mais les autorités municipales se voient proposer, sous la pression du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) qui semble avoir la haute main sur tout l'argent fédéral destiné à Winnipeg, uniquement des projets absurdes et farfelus. On nous a proposé un centre sportif, mais Winnipeg en possède déjà un; nous n'en avons pas besoin d'un autre. En même temps que ce centre sportif, on construirait un garage pour 2,000 automobiles au coût de 50 millions de dollars. Nous n'en avons pas besoin. On nous propose un hôtel, alors que les hôtels de Winnipeg ne sont jamais pleins. On est en train de construire un immeuble pour Air Canada sans tenir compte des immeubles qui existent déjà. Le nouvel immeuble ne cadre pas avec les autres. Il n'y aura ni magasins ni restaurants au rez-de-chaussée comme dans d'autres édifices privés et publics ailleurs. Nous allons avoir un immeuble du Conseil national de recherches où se feront certains travaux de recherche, ce qui incitera, à ce qu'on prétend, des entreprises du secteur privé à fabriquer sur place les nouveaux produits mis au point par le Conseil. Ces entreprises n'auront pas d'endroit où s'installer, tout comme dans des endroits comme Boston ou Silicon-Valley, en Californie. Nous devons aussi avoir un immeuble de Radio-Canada qui n'ajoutera rien au centre-ville de Winnipeg.